



Le virulent opposant au régime en place veut bien surfer sur la CAN pour captiver l'attention de la communauté internationale sur le Cameroun.

En déplacement à Douala le mardi 30 novembre dernier, le leader du MRC, Maurice Kamto, s'était adressé à ses partisans au siège régional de son parti.

Dans un ton ferme, le patron de la Résistance Nationale, ce jour-là, avait mis en garde le régime sur le maintien en détention des militants et sympathisants du MRC. « **J'espère que nos amis politiques seront tous libérés et passeront les fêtes de fin d'année en famille** », menaçait Maurice Kamto face à ses partisans dans un discours plutôt improvisé.

Le candidat classé officiellement deuxième à l'élection présidentielle de 2018 mettra même ses partisans en ordre de bataille : « **Si on nous impose la bagarre, alors on fera la bagarre** ».

Réponse du berger à la bergère

Seulement, les menaces de celui considéré par bon nombre de ses partisans comme le « **président élu** » du Cameroun n'ont point ébranlé le pouvoir en place.

Bien au contraire, les prisonniers politiques que Maurice Kamto espérait voir bientôt en liberté,

seront quelques jours après; lourdement condamnés par le tribunal de Douala-Bonanjo, à des peines allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement.

Ils étaient poursuivis pour la plupart pour des faits tels que : « **insurrection, révolution, attroupement, réunion et manifestations publiques** ».

CAN 2021

L'avocat-politien veut désormais surfer sur la CAN pour captiver l'attention de communauté internationale sur le Cameroun.

Le MRC s'apprête à mener des campagnes pour la libération des prisonniers politiques pendant la CAN 2022.

«Le timing est presque parfait. Le contexte s'y prête. Quelques minutes après la réception de Patrice Motsepe, le président de la Confédération Africaine de Football (CAF) au Palais d'Etoudi par Paul Biya ; Une reception ayant acté définitivement l'organisation de la CAN 2022 par le Cameroun dans un contexte de polémiques sur son report, Maurice Kamto aux côtés des membres de son directoire rend public une série de photos lançant officiellement une campagne pour la libération des prisonniers politiques », rapporte le journaliste et lanceur d'alertes Boris Bertolt.